

**Du succès à la crise, la presse romande**

Alors que dans les années 1950, la presse romande est à son apogée, comptant 107 journaux politiques ou d'information, dont 22 quotidiens, elle enregistre dans les années soixante une première vague de disparitions qui touche surtout les petits journaux politiques et la presse locale bi-ou tri-hebdomadaire. Une quinzaine de titres disparaissent, sous le coup de concurrences nouvelles et de nouvelles attentes que la petite presse ne parvient pas à satisfaire. La décrue se prolonge durant les années 1970. Si la décennie suivante sera une période d'embellie, les années 1990 connaissent une deuxième vague de concentration, qui, cette fois, touche aussi des quotidiens importants.

Le début des années 1980 voit par ailleurs l'émergence d'un nouveau groupe de presse : Edipresse. Le groupe est né en 1982, en même temps que son concurrent genevois Sonor, tous deux fruits de la dissolution de la holding Lousonna créée en 1925. Une longue guerre va opposer les deux groupes, matérialisée notamment par l'affrontement entre la *Tribune Le Matin* et *La Suisse*. Edipresse en sort grand vainqueur, la faillite de Sonor en 1994 entraînant la disparition de la Suisse, tandis que l'éditeur lausannois, favorisé par Publicitas, met la main sur la *Tribune de Genève*, avant d'attaquer le *Journal de Genève* en lançant contre lui, en septembre 1991, le *Nouveau Quotidien*. Le combat se termine en 1998 avec la création du *Temps*, où Edipresse est actionnaire à 47%.

Au début des années 2000 l'arrivée en Suisse du groupe français Hersant (ESH) qui rachète les journaux à Nyon et à Neuchâtel provoque une réaction d'Edipresse qui s'empare notamment, en 2002, des titres de Corbaz, *Presse Nord vaudois* et *Presse Riviera*, en promettant de les conserver, avant de les supprimer, en 2005.

En 2009, l'annonce de la vente des activités suisses d'Edipresse à Tamedia est une surprise totale. Hersant en profite pour s'emparer, en Valais, du *Nouvelliste*. L'essentiel du champ médiatique romand est ainsi complètement chamboulé et soumis à l'avidité d'un éditeur zurichois qui dépeuple les rédactions pour sauvegarder son taux de profit.

**Comment en est-on arrivés là ?****Retour à la Genèse : l'histoire de l'imprimerie**

Préalable technique nécessaire à la presse périodique, l'impression connaît plusieurs modernisations depuis l'invention de la presse à plat, vers 1450 par Gutenberg.

De la technique plan contre plan utilisée au début du XIX<sup>e</sup> siècle, à la technique plan contre cylindre puis cylindre contre cylindre, ce qui est le principe de la rotative, les progrès sont lents mais constants. Rotative et linotype formeront le binôme classique d'une imprimerie de presse pendant un siècle environ. A partir des années 1970, la photocomposition, associée à l'imprimerie offset et bientôt à l'ordinateur, remplace en moins de dix ans l'impression avec des caractères en relief. L'organisation des grandes imprimeries de presse en est bouleversée, la profession de typographe disparaît presque entièrement. Ces nouvelles installations coûtent très cher, seuls les grands éditeurs peuvent les acquérir. La modernisation des imprimeries joue donc son rôle dans le processus de concentration de la presse.

Les journaux changent de physionomie durant cette période. Encore proches du format d'un livre au début du XIX<sup>e</sup> siècle, ils augmentent progressivement leurs dimensions et modifient leur mise en page, passant de une à cinq ou six colonnes. Dès les années 1860, la publicité trouve sa place en dernière page, sauf pour certaines feuilles d'avis qui ouvrent chaque numéro avec elle. Ce modèle reste stable jusque dans les années 1960/1970. Le passage à l'offset d'une part et la concurrence soudaine de la radio et de la télévision d'autre part poussent alors à une modernisation de la mise en page et une plus

grande fluidité des rubriques. La publicité notamment se répand dans tout le journal. La composition par blocs et un usage plus large de la photographie contribuent aussi à donner aux journaux l'aspect que nous leur connaissons aujourd'hui.

La grande majorité des journaux créés au XIXe siècle sont des titres politiques. Pendant près d'un demi-siècle, des premiers combats libéraux dans les années 1820 jusque dans les années 1860, le rôle principal de la presse romande consiste à faire entendre des idées politiques. Les nombreux groupements, cercles et «associations patriotiques» qui s'affrontent dans l'arène électorale n'ont qu'un moyen de se rendre visible, d'exister réellement et de peser sur l'opinion: se doter d'un journal. Ce dernier est alors rarement pensé dans une logique d'entreprise ; il est un outil et une arme, au service d'une propagande, d'une ambition, d'une action. Le journal est donc soumis aux buts poursuivis: ceux-ci ont-ils été atteints que l'on s'abandonne sans remord celui-là, parce qu'il n'a plus de raison d'être. Les titres se multiplient, mais ne vivent pas longtemps.

A partir des années 1860, l'apparition du quotidien modifie cet équilibre. Souvent organe d'un parti politique mieux organisé, le journal quotidien écrase les dissidences, incapables de lutter efficacement contre lui. Il impose aussi une prise en compte des facteurs économiques, dans la perspective de faire perdurer une entreprise coûteuse. Si la multiplication des titres continue, elle est due cette fois à l'élargissement géographique : alors que jusque-là la plupart des titres étaient imprimés dans les capitales cantonales, les petites villes se mettent elles aussi à nourrir l'existence d'une presse locale.

Dans les années 1960/1970, l'atmosphère politique change. Le rapport à l'autorité se modifie durant cette période et le lecteur, électeur aussi, ne se satisfait plus des simples mots d'ordre partisans transmis par la presse politique. Il s'estime adulte et avoir le droit de se faire une opinion par lui-même, à partir de renseignements que doit lui fournir une presse d'information politiquement «neutre».. La presse n'en devient pas apolitique pour autant. Si elle n'est plus la courroie de transmission des partis politiques, elle revendique un rôle de contre-pouvoir, de quatrième pouvoir auquel serait dévolu la mission à la fois d'informer objectivement mais aussi d'enquêter sur les abus du pouvoir.

### **Le rôle des journalistes**

Le métier de journaliste en tant que tel n'apparaît que vers la fin du XIXe siècle. Il faut attendre l'arrivée des quotidiens pour que le métier se stabilise, ne soit plus qu'une étape dans un parcours politique. Des associations se créent bientôt, qui démontrent son existence. Toutefois le développement de ces dernières est freiné par les animosités, les violences parfois, qui opposent des hommes travaillant dans des journaux politiques différents. Dans un premier temps, les associations de journalistes tentent de faire s'asseoir à la même table éditeurs et journalistes au sein de ce que l'on aime à nommer la grande famille de la presse.

Au lendemain de la Grande Guerre, éditeurs et journalistes se séparent, chacun créant sa propre organisation. On cherche alors à construire le cadre d'un métier : formation, déontologie, caisses de pensions, carte de presse, conventions collectives sont au menu des discussions des associations cantonales et de l'Association de la presse suisse qui devient Fédération suisse des journalistes en 1976, puis impressum en 2003.

Les années soixante marquent un tournant dans l'imaginaire du métier et dans la fonction sociale du journaliste. De l'éducateur politique qu'il était jusque-là, indiquant la voie à suivre au peuple de ses lecteurs (le droit de vote n'est accordé aux femmes qu'en 1971...), le journaliste se mue en fournisseur d'informations fiables, contrôlées et hiérarchisées qui donnent aux lectrices et lecteurs la possibilité de se faire une opinion. Dans cette optique, le journalisme d'enquête devient important. La fonction du journal change : de courroie de transmission d'un parti politique, il devient un contre-pouvoir, chargé de faire la lumière sur les zones d'ombre que les pouvoirs, politique ou économique, aiment à préserver du regard.

## La Censure

La presse d'Ancien Régime doit demander au pouvoir le droit d'exister et, cette autorisation une fois acquise, elle est corsetée par une censure très pointilleuse. La Révolution fait éclater ce cadre contraignant : les troupes françaises qui entrent en Suisse en 1798 imposent au pays une Constitution qui proclame la liberté de la presse. Mais l'apprentissage de cette liberté est difficile, d'autant qu'aucun garde-fou n'a été prévu. Les polémiques très personnelles qui dégénèrent, les attaques réactionnaires, la dénonciation des exactions des troupes françaises rendent bientôt la presse insupportable au pouvoir qui va la réduire au silence, par étapes. La liberté offerte en 1798 s'éteint presque complètement en 1801 déjà.

Les années suivantes sont de silence contraint, mais les braises ne s'éteignent pas sous la cendre. Plombé par le Congrès de Vienne qui voit triompher les puissances réactionnaires, le mouvement libéral redémarre pourtant dans les années 1820. Certes, la Suisse accueillante aux militants libéraux doit accepter en 1823 un «Conclusum sur la presse» qui diminue encore la petite marge dont disposaient les journaux, à savoir donner des informations étrangères. Moment d'étiage... Porté par une bourgeoisie qui réclame participer au pouvoir, le mouvement libéral se renforce malgré tout et débouche sur les révolutions européennes de 1830. Une partie des cantons suisses, dit «régénérés», adoptent alors des constitutions qui reconnaissent la liberté de la presse. Les cantons conservateurs tentent de résister, mais ils doivent bientôt se doter eux aussi d'une presse pour se défendre.

Après la guerre du Sonderbund, la Constitution fédérale de 1848 étend la liberté de la presse à tout le pays. Son article 45, qui deviendra sans modification l'article 55 de la Constitution fédérale de 1874, stipule que :

«La liberté de presse est garantie.

Toutefois, les lois cantonales statuent sur les mesures nécessaires à la répression des abus ; ces lois sont soumises à l'approbation du Conseil fédéral.

La Confédération peut aussi statuer des peines pour réprimer les abus dirigés contre elle ou ses autorités.»

En 1999, la nouvelle Constitution fédérale prévoit en son article 17 que :

«La liberté de la presse, de la radio et de la télévision, ainsi que des autres formes de diffusion, de production et d'information ressortissant aux télécommunications publiques est garantie. La censure est interdite. Le secret de rédaction est garanti.»

Pendant longtemps, les journalistes se sont méfiés avant tout de l'Etat. Pourtant la liberté de la presse affirmée par la Constitution n'a que rarement été remise en cause, soit en deux occasions seulement, bien particulières puisqu'il s'agit des deux guerres mondiales.

D'autres censures se manifestent pourtant dans la seconde partie du XXe siècle.

La première est économique. La publicité pesant d'un poids toujours plus grand dans le budget d'un journal, de gros publicitaires s'arrogent parfois le droit de sanctionner un journal qui publie des articles déplaisants à leur égard. Certaines affaires sortent au grand jour, suscitant le débat, mais le plus souvent, la question se règle discrètement. Certains commentateurs dénoncent là une pression qui peut conduire à une auto-censure des journalistes.

Par ailleurs, le **journalisme d'investigation** qui se développe dès les années 1970 déplaît fortement aux élites politiques et économiques du pays qui ripostent en adoptant de nouvelles règles juridiques qui rendent les enquêtes plus difficiles et coûteuses. La pratique des mesures provisionnelles, qui interdit la publication d'un article, couplée avec la menace de demandes en dommages et intérêts démesurées, vise à réduire au silence les médias les plus curieux. Ces pratiques constituent un réel danger pour la liberté de la presse. Ces dernières années, en contradiction avec son discours convenu sur le rôle nécessaire des médias pour le bon fonctionnement de la démocratie, le monde politique a eu plutôt tendance à renforcer ces menaces.

### **Le rôle de la publicité**

*Forte de sa puissance financière, attentive aux petites feuilles locales, Publicitas a contribué à préserver l'étonnante diversité de la presse du pays. Mais elle sort souvent de son strict rôle d'intermédiaire entre les publicitaires et les éditeurs pour s'ingérer dans la vie des journaux. Dégageant de gros bénéfices qu'elle cherche à réinvestir, elle joue le rôle de banquière pour plusieurs éditeurs à la recherche de fonds pour rénover leur imprimerie ou moderniser leur mise en page, manière aussi de les piéger parfois dans une dépendance financière dont ils n'arrivent pas à se défaire.*

*Dans les années 1990, Publicitas disparaît en même temps qu'une autre grande entreprise vaudoise, Edipress. Eventuellement supprimer*

*Pourtant,* Dans un premier temps, la presse dominante, qui est une presse politique, ne considère pas le journal comme une entreprise économique. Ce dernier est une arme politique et il est normal qu'il coûte plutôt qu'il ne rapporte de l'argent. Tout change dès les années 1860, avec l'arrivée du quotidien qui réclame des investissements importants en matériel et en hommes. La presse politique entre alors dans des considérations économiques : il s'agit de réunir un capital important au sein d'une société anonyme et de pérenniser l'entreprise. On se met à considérer d'un autre œil la publicité et les petites annonces, jusque-là méprisées et réservées à quelques feuilles d'avis. L'apport de la publicité permet de franchir une étape : jusque-là réservée à une élite, la presse entre progressivement dans l'ère des masses, puisque la publicité permet d'abaisser le prix du journal, vendu dorénavant deux fois, une première fois aux annonceurs, une deuxième fois aux lecteurs.

Si elle représente dans un premier temps un simple apport, la publicité ne tarde pas à occuper une place grandissante dans les budgets d'un journal. Autour de 1900, elle peut en représenter entre 30 et 50 %. Les années 1970 voient sa part augmenter à 70, voire 80 %. Certains éditeurs en viennent même à imaginer pouvoir se passer de l'apport des lecteurs et lanceront au début du XXI<sup>e</sup> siècle des quotidiens gratuits. Le développement de l'informatique va casser d'un coup ce modèle séculaire, drainant les petites annonces puis la publicité vers des sites Internet, qui sont parfois, certes, la propriété de grands éditeurs qui refusent toutefois d'en transférer les bénéfices au profit de leurs journaux. La concurrence de sites d'information pillant allègrement les journaux pour offrir gratuitement des nouvelles à leurs lecteurs aggrave encore la situation. **A la recherche de nouvelles solutions, les éditeurs de journaux sont aujourd'hui dans une situation très difficile.**